

FRANÇOIS GOUYETTE

Président de Pro Oriente Conseil, vice-président pour la diplomatie publique du Global Diwan, conseiller de la Présidence de Diot-Siaci

Sur le plan régional, les déséquilibres de pouvoir façonnent les économies et la région présente de forts contrastes, avec des villes high-tech ayant pour voisinage des zones ravagées par la guerre. Certains gouvernements ont les moyens de subventionner l'éducation, la santé et l'électricité pour leurs citoyens, tandis que d'autres luttent contre l'inflation, la pauvreté et des taux de chômage élevés.

Comment expliquer des disparités aussi criantes ? Ce sont principalement le pétrole et le gaz qui font tourner les économies les plus riches de la région, et cela signifie qu'elles sont fragiles compte tenu des efforts internationaux en faveur de l'abandon des combustibles fossiles et de la transition énergétique. Voilà pourquoi de nombreux pays de la région cherchent aujourd'hui à s'affranchir de leur dépendance au pétrole, comme l'ont fait les Émirats arabes unis en investissant de plus en plus dans la technologie, les transports et les énergies renouvelables.

L'Afrique du Nord se situait autrefois à la périphérie géopolitique de la dynamique du Moyen-Orient, aujourd'hui cependant elle façonne de plus en plus les tendances régionales. Outre les transformations politiques et économiques internes qui se sont accélérées à la faveur de ce que l'on appelle le « Printemps arabe », la région doit également faire face à plusieurs défis extérieurs : l'évolution de la dynamique des marchés, notamment des marchés de l'énergie, la présence grandissante de nouveaux acteurs régionaux, tels que la Chine, la Russie, la Turquie, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et Israël, chacun ayant des intérêts, des priorités et des modes de fonctionnement concurrents, ainsi que l'évolution du rôle des alliés traditionnels tels que l'UE, le CCG et les États-Unis. Ces dynamiques sont amplifiées et aggravées par les changements climatiques et démographiques et, dans le même temps, le nombre croissant de migrants qui tentent d'atteindre l'Europe amène les pays européens à trouver des solutions tout en défendant les droits humains. La tâche est quelque peu ardue, comme nous le voyons avec la Tunisie, un pays auprès duquel l'UE s'est fortement engagée en signant un protocole d'accord visant non seulement à endiguer les flux migratoires mais également à améliorer les conditions économiques du pays. En d'autres termes, l'Afrique du Nord, parfois considérée comme secondaire dans le contexte plus large du Moyen-Orient, mérite en fait, selon moi, beaucoup plus d'attention de la part de la communauté internationale. Les États d'Afrique du Nord sont confrontés à un nombre vertigineux de défis liés aux tendances nationales et mondiales, aux mutations politiques, récentes ou en cours, à la stagnation économique aggravée par la pandémie, et aux défis sociaux posés par une population jeune et frustrée. Dans ce contexte, l'Afrique du Nord occupe une place de plus en plus importante sur le plan géopolitique, ce qui entraîne des répercussions sur le Moyen-Orient, l'Europe et l'Afrique subsaharienne.



Adil Alzarooni, directeur général Al Zarooni Emirates Investments et de Al Bidayer Holding, fondateur de Citizens School

Après les interventions de tous les membres du panel, je vous invite à leur poser des questions afin d'enrichir le débat.